

Alerte à la destruction des terres agricoles et des espaces naturels dans les Pyrénées-Orientales : les habitant·es ont leur mot à dire !



Alors que les discours officiels appellent à stopper l'artificialisation des espaces naturels en France, nous constatons, au contraire, que celle-ci progresse très rapidement dans notre département : infrastructures routières et portuaires, zones commerciales et d'activités économiques, lotissements, parcs éoliens et photovoltaïques se multiplient de manière inquiétante :

- à Céret avec la construction d'un viaduc sur le Tech qui débouchera sur une urbanisation massive (500 logements) et la création d'un golf à 18 trous. Le tout sur des terres fertiles et dans un environnement encore préservé,
- à Montesquieu les Albères c'est un projet de 80 villas à flanc de montagne et en bordure d'une zone Natura 2000,
- à Sorède, une ZAC sur 5 hectares de terres agricoles,
- à Argelès, l'extension du port avec 250 anneaux supplémentaires + 450 maisons sur une chênaie presque centenaire + nouvelle ZAC,
- à Port Vendres, des constructions sur tout un secteur proche du rivage en contradiction avec la loi Littoral,
- à Villeneuve de la Raho, l'aménagement d'un golf et urbanisation des alentours,
- dans tout le Conflent, de nombreux projets immobiliers sur les meilleures terres agricoles de la plaine de Vinça et tout autour de Prades (Codalet, Catllar, Ria, Los Masos...),
- à Marquixanes, une déviation coûteuse de la RN 116,
- à Vinça, des travaux en cours pour nouvelle zone d'activités sur plusieurs hectares,
- en Cerdagne, l'étalement urbain à des fins de tourisme de masse se poursuit,
- dans les Fenouillèdes, des éoliennes industrielles + parc photovoltaïque de 15 ha,
- dans la plaine de Rivesaltes avec nouvelle infrastructure Amazon, entrepôt de 5000m², etc.

La politique urbaine des PO connaît une frénésie de chantiers sur tout le territoire, inspirée par une idéologie du développement à tout prix qui ne correspond ni aux nouvelles conditions climatiques, ni aux ressources du territoire, ni aux aspirations des habitant·es.

C'est pourquoi nous, associations et collectifs du département, nous vous encourageons toutes et tous à vous informer dans vos villages, à alerter et rallier les groupes locaux qui résistent à ces projets afin de constituer un mouvement d'ampleur de défense des terres agricoles et des espaces naturels.

Élu·es de tous bord, nous vous sommons de bien réfléchir à ce qui vous anime lorsque vous décidez de bétonner. Quels intérêts économiques particuliers soutenez-vous? Quelle marque allez-vous laisser sur le paysage et dans la mémoire collective? Seule une poignée d'entre vous a compris que de plus en plus d'habitant·es se sentent responsables de leur environnement proche et qu'ils agissent en conséquence. Que les autres n'en doutent pas : ce mouvement est irréversible.